

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE
GÉOGRAPHIE

Sujet :

Enseigner « Le changement global et ses principaux effets géographiques régionaux »
en classe de cinquième

I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A :** Extraits du programme d'histoire-géographie du cycle 4, classe de cinquième, B.O. n° 11 du 26 novembre 2015, et de la fiche Eduscol.
- **Document B :** Manuel d'histoire-géographie, classe de cinquième, Armelle Fellahi, Patrick Marques (dir.), Paris, Nathan, 2016, p. 280-281.
- **Document C :** Manuel d'histoire-géographie, classe de cinquième, Martin Ivernel, Benjamin Villemagne (dir.), Paris, Hatier, 2016, p. 306-307.

II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D :** Étienne Cossart, « le changement global : un champ géographique fécond pour le géographe », *Géoconfluences*, octobre 2018. [En ligne]
- **Document E :** Jeffrey Sachs, « Nous sommes tous des réfugiés climatiques », *Les Echos*, 11 septembre 2018. [En ligne]

Document A : Extraits du programme d'histoire-géographie du cycle 4, classe de cinquième, B.O. n° 11 du 26 novembre 2015, et de la fiche Eduscol.

Extraits du programme

<p>Thème 3 Prévenir les risques, s'adapter au changement global</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le changement global et ses principaux effets géographiques régionaux. • Prévenir les risques industriels et technologiques. 	<p>Ce thème doit permettre aux élèves d'aborder la question du changement global (changement climatique, urbanisation généralisée, déforestation...). Il permet d'appréhender quelques questions élémentaires liées à la vulnérabilité et à la résilience des sociétés face aux risques, qu'ils soient industriels, technologiques ou liés à ce changement global. [...]</p> <p>Le sous-thème¹ est traité à partir d'une étude de cas simple, au choix du professeur, des effets potentiels d'un changement climatique et d'une politique locale, régionale ou nationale pour les éviter, les modérer ou s'y adapter. [...]</p> <p>Cette approche du thème, centrée sur les bouleversements géographiques prévus et sur les tentatives d'anticiper ceux-ci, permet de nouer des liens avec les programmes de sciences de la vie et de la Terre et de technologie et d'aborder de manière nouvelle la question du développement durable.</p>
---	--

Extraits de la fiche Eduscol

La mise en œuvre du thème doit privilégier une approche montrant que la vulnérabilité et la résilience des sociétés humaines et de leur territoire dépend d'un ensemble de facteurs. [...]

La démarche de prospective territoriale permet de construire avec les élèves des scénarios envisageant les possibles du territoire à différentes échelles face aux effets du changement global et ses conséquences sur les activités humaines.

Le premier sous-thème met l'accent sur l'adaptation tandis que le second sous-thème s'intéresse davantage à la prévention.

Une étude de cas sur « des effets potentiels d'un changement climatique » permet de décrire et d'analyser les possibles effets du changement global sur un territoire mais surtout les capacités des acteurs à faire des choix politiques pour prévenir et s'adapter aux changements, qu'il s'agisse de limiter les bilans humains et matériels des catastrophes ou de permettre aux économies de continuer à fonctionner face à ce changement global, qui ne se manifeste pas seulement par des aléas mais aussi par des évolutions plus tendanciellles. [...]

Quels sont les écueils à éviter ?

- Mettre en œuvre une analyse linéaire, déterministe, fataliste et émotionnelle du changement global et des risques.
- Confondre changement global et changement climatique ; aléas et risques naturels.
- Donner à penser que le changement global et les risques ne concernent que des pays en développement lointains et que nos sociétés riches et développées sont protégées.

Document D : Étienne Cossart, « le changement global : un champ géographique fécond pour le géographe », *Géoconfluences*, octobre 2018. [En ligne]

« La géographie éclaire [...] le problème des conditions de l'implantation progressive de l'homme et la part des transformations de la planète qui lui revient » (Brunhes, 1913). On peine à croire que cette formulation date d'il y a plus d'un siècle, tant elle entre de façon saisissante en résonnance avec les enjeux auxquels nous sommes actuellement confrontés en tant que société, que citoyen, et que scientifique. Nous savons tous à quel point le réchauffement climatique, le déploiement d'un développement durable, ou plus généralement ce que les psychologues de la conservation nomment « *le souci de la Nature* », constituent autant de cadres qui stimulent la recherche scientifique actuelle. [...]

Aux côtés des psychologues et sociologues de l'environnement, les géographes ont également contribué au débat sur le terme de dégradation environnementale. Largement mobilisé durant la décennie 1970, le terme de dégradation environnementale suppose qu'un certain nombre de facteurs anthropiques aboutissent à des pertes écologiques (biodiversité, production de biomasse, etc.) irréversibles à l'échelle humaine. Dans le contexte du changement global, les termes du débat, posés par James Lovelock, peuvent surprendre : il ne s'agit pas uniquement de montrer les impacts des activités humaines dans le système Terre, mais aussi de comprendre pourquoi ces impacts ne sont-ils pas supérieurs à ceux que l'on observe. [...]

Il ne s'agit pas ici de nier les conséquences possiblement néfastes de certaines pratiques anthropiques pour l'environnement, ni même de s'inscrire par exemple dans un climato-scepticisme, comme dans des ouvrages au positionnement résolument anthropocentré (Brunel et Pitte, 2010). En revanche changer de focale, d'angle de vue, sur les problèmes environnementaux, répond tout d'abord à une exigence d'objectivité pour le scientifique. Ensuite, peut-être les nuances apportées permettront-elles de nous distancier du discours fataliste, catastrophiste, fondé sur une certaine irréversibilité des problèmes environnementaux. Si certaines parties du Système Terre sont capables d'atténuer les conséquences de l'anthropisation, sans doute faut-il réfléchir davantage « *à des alliances qu'à des rédemptions* » (Fressoz et Bonneuil, 2013) et apprendre à composer avec des changements environnementaux qui ne sont pas à nier.

En cela, les travaux des géographes peuvent se déployer aux côtés d'autres spécialistes de sciences connexes dans le cadre théorique du changement global. Le fait que ce dernier ne soit pas homogène à la surface du globe est une évidence, et peut-être revient-il aux géographes de le subdiviser en fonctions des différents contextes dans lequel il peut s'inscrire. Comment le changement global se décline-t-il en fonction des multiples contextes physiques, sociaux, politiques, ou plus généralement spatiaux ? Là se trouve certainement l'une des légitimités scientifiques de notre communauté, dépassant les subdivisions classiques (géographie physique contre géographie humaine) et amenant actuellement à estomper les clivages qui pouvaient y être associés. La mise en évidence de l'hétérogénéité spatiale du changement global peut en effet constituer un cadre scientifique réunissant aussi bien les tenants d'une géographie physique que d'une géographie environnementale, tant il est un exercice classique en géographie. Une telle approche invite alors à renouer avec les fondements mêmes de notre discipline à savoir lire les structures d'organisation de l'espace pour ensuite rechercher les processus qui ont fait émerger ces structures.

Document E : Jeffrey Sachs, « Nous sommes tous des réfugiés climatiques », *Les Echos*, 11 septembre 2018. [En ligne]

N.B. Jeffrey Sachs, économiste, est directeur de l'Institut de la Terre à l'université Columbia.

Les êtres humains contemporains, nés dans une ère climatique appelée l'Holocène, ont franchi le seuil d'une nouvelle ère, l'Anthropocène. Mais au lieu d'être guidée par un Moïse dans ce nouvel environnement dangereux, l'humanité est entraînée par une coterie de pollueurs et de climatosceptiques vers des dangers plus graves que jamais. [...]

Nous devons toutefois nous attendre à pire. L'augmentation du CO₂ dans l'atmosphère, due aux activités humaines, n'a pas encore atteint son plein potentiel de réchauffement en raison du temps considérable qu'il faut pour que son effet se fasse sentir sur la température des océans. La concentration actuelle du CO₂ (408 parties par million) entraînera une augmentation de 0,5°C environ supplémentaire des températures dans les prochaines décennies. Un réchauffement bien plus important est à prévoir si la concentration de CO₂ continue à augmenter avec la poursuite du statu quo - l'utilisation intensive des combustibles fossiles. Pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris, maintenir la hausse de la température moyenne mondiale bien en deçà de 2 °C par rapport à l'ère préindustrielle, le monde doit fermement opérer une transition des combustibles fossiles aux énergies renouvelables d'ici 2050 et de la déforestation au reboisement et à la restauration des terres dégradées.

Pourquoi l'humanité persiste-t-elle stupidement dans cette voie, vers une tragédie certaine ? La principale raison tient aux institutions politiques et aux multinationales qui ignorent volontairement les dangers et les dégâts croissants.

La politique aujourd'hui consiste à obtenir et à préserver le pouvoir et les avantages de la fonction et non à résoudre les problèmes, même s'il s'agit de questions environnementales de vie ou de mort. Diriger une entreprise consiste à garantir une valeur maximale aux actionnaires et non à dire la vérité ou à éviter de causer des torts irréparables à la planète. Les investisseurs en quête de profits sont propriétaires des principaux médias, ou les influencent par le biais d'achats d'espaces publicitaires. C'est ainsi qu'un pan de la société, minoritaire mais tout puissant, préserve le système énergétique basé sur les combustibles fossiles, exposant le reste de l'humanité à un péril toujours plus grand, aujourd'hui et à l'avenir. [...]

Nous avons besoin d'une nouvelle forme de politique qui aurait un objectif global clair : la sécurité environnementale pour les habitants de la planète - en se conformant à l'Accord de Paris pour le climat, en protégeant la biodiversité et en réduisant la pollution, qui tue des millions de personnes chaque année.

Cette nouvelle politique tiendra compte des avis des experts scientifiques et technologiques et ignorera ceux des chefs d'entreprise et des politiciens narcissiques soucieux de leurs seuls intérêts. Les climatologues nous permettent d'évaluer les dangers croissants. Les ingénieurs nous indiquent comment opérer une transition rapide, d'ici 2050, à des systèmes énergétiques zéro carbone. Les écologistes et les agronomes nous disent comment obtenir davantage de récoltes, et de meilleure qualité, sur moins de terres, tout en mettant fin à la déforestation et en restaurant les habitats dégradés.

Une telle politique est possible. En fait, l'opinion publique la réclame. Une grande majorité d'Américains, par exemple, souhaite lutter contre le réchauffement climatique, rester dans l'Accord de Paris pour le climat, et adopter les énergies renouvelables. Mais tant qu'une élite étroite d'esprit et ignorante condamne les Américains et le reste du monde à errer sans fin dans un désert politique, plus il devient probable que nous finirons dans un désert environnemental dont nous ne pourrions nous échapper.

